

Ouagadougou, 24 avril 2020

Analyse économique des effets du Covid-19 au Burkina Faso

Mesdames et Messieurs les journalistes permettez-nous de vous souhaiter la bienvenue et de vous dire merci pour votre disponibilité et avoir effectué le déplacement en ces temps forts difficiles. Nous vous invitons pour les résultats d'une étude que notre centre de recherche et formation FORGE-Afrique a réalisé pour évaluer les effets du COVID-19 sur l'économie burkinabè.

En effet, depuis décembre 2019, le monde fait face à une crise sanitaire liée au coronavirus (Covid-19). Celui-ci s'est propagé de la Chine vers les pays développés et les pays en développement. Bien que faisant partie des derniers à être affectés, les pays africains font face à une menace collective sur la vie humaine, la cohésion sociale et à un désastre économique. Ces pays sont caractérisés par un système sanitaire très peu efficace et par des institutions fragiles. De nombreuses études (ECA, 2020 ; IMF, 2020, World Bank, 2020) concluent que la propagation du coronavirus aura de graves conséquences économiques sur les pays africains.

A l'instar des autres pays, le Burkina Faso est affecté par la propagation de la maladie à coronavirus (Covid-19). A la date du 22 Avril 2020, 2 628 527 individus étaient affectés par la maladie du Coronavirus (Covid-19) dans le monde dont 609 cas confirmés au Burkina Faso, faisant de ce pays l'un des plus affectés en Afrique sub-saharienne. Cela a incité les autorités à adopter rapidement des mesures protectrices.

L'objectif de cette recherche est d'analyser l'impact de la propagation du covid-19 sur l'économie du Burkina Faso. Pour ce faire, nous utilisons un modèle de simulation (modèle d'équilibre général calculable) et des données réelles représentant la structure de l'économie burkinabè. L'avantage de ce type de modèle est sa capacité à représenter de manière cohérente les interactions sectorielles et institutionnelles, ainsi que les relations commerciales du Burkina Faso avec le reste du monde. Un tel cadre méthodologique est fondamental dans la mesure où la pandémie dont les effets sont étudiés ici affecte non seulement l'économie nationale mais aussi l'économie mondiale.

Les hypothèses sur lesquelles l'étude se base portent à la fois sur le temps nécessaire pour juguler la pandémie suivie d'une reprise des activités économiques et sur l'impact sur le commerce international des produits dont le Burkina Faso est exportateur. Face à l'incertitude sur la durée du phénomène, deux hypothèses (scénarios) sont formulées :

- i) un scénario optimiste qui suppose que l'épidémie n'est maîtrisée qu'au bout de 3 mois tandis la demande mondiale pour les exportations burkinabè se contracte de 10% et ;
- ii) un scénario pessimiste qui suppose que l'épidémie s'étend sur 6 mois avec une baisse de la demande mondiale des exportations burkinabè de 20%.

Résultats indiquent :

Au niveau macroéconomique :

- la crise de COVID-19 pourrait se traduire par une baisse importante du taux de croissance de 1.38% dans le scénario optimiste contre une croissance prévisionnelle de 6.5% et ;
- par une récession économique avec un taux de -1.75% dans le scénario pessimiste. Une telle évolution représente une perte de la richesse nationale allant de 345 milliards à 645 milliards de francs CFA.

Au plan sectoriel

- Les résultats indiquent que les secteurs industriels et des services pourraient être les plus affectés. Vient ensuite le secteur agricole qui subit aussi de plein fouet les effets de la crise.
- L'évolution de la production des secteurs désagrégés montre que de manière générale les productions sectorielles pourraient connaître une baisse importante qui va de -3% à -13%, selon le secteur et le scénario.
- La baisse de la production dans certains secteurs pourrait être plus faible que la baisse de la capacité productive simulée, illustrant le fait que les mesures d'adaptation entreprises par certains secteurs pourraient permettre de réduire effectivement les baisses attendues de la production.

La chute des productions sectorielles et la contraction de la demande mondiale des exportations burkinabè auront sans doute pour conséquence une baisse importante des exportations sectorielles pouvant atteindre -10% pour les produits de l'extraction minière (l'or en particulier) et -16% pour les produits de l'agriculture de rente (le coton en particulier). Le Burkina Faso risque ainsi de voir une grande partie de ses recettes d'exportation s'écrouler.

La baisse de l'activité économique va engendrer une baisse des recettes publiques, ce qui pourrait conduire à un déficit public plus important atteignant -4,53% du PIB dans le scénario optimiste, et -6.12% du PIB dans le scénario pessimiste contre un déficit prévisionnel d'environ 3% du PIB.

En outre, la contraction des activités sectorielles risquerait d'entraîner une augmentation du chômage parce que certaines entreprises se verront obligées de libérer une partie importante de leurs employés pour survivre à la crise. Nous savons que les secteurs des services privés formels, et surtout informels sont de grands pourvoyeurs d'emplois au Burkina Faso. Or, ces secteurs subiront indéniablement les effets de la crise de COVID-19. Il va donc en résulter des effets négatifs sur l'emploi.

Le renchérissement de la vie lié à la hausse des prix, surtout agricoles et la baisse de l'emploi – entraînant une diminution des revenus nominaux – conduiront à une forte détérioration du pouvoir d'achat des ménages et ce, pour toutes les catégories socio-professionnelles.

Les résultats indiquent des impacts importants tant sur le plan macroéconomique et sectoriel que sur le bien-être des agents. Tout d'abord, la croissance économique pourrait passer de **5,7 %** en 2019 à une fourchette comprise entre **+1,38 %** et **-1,75 %** en 2020. Une telle évolution représente une **perte de la richesse nationale allant de 345 milliards à 645 milliards de francs CFA**. Ensuite une hausse du chômage est attendue. Elle sera comprise entre **+1,93 %** et **+5,92%** en raison de la baisse des productions sectorielles qui va de **-3 %** à **-12 %**.

Par ailleurs, il est attendu une contraction des exportations sectorielles pouvant aller de **-6 %** pour les produits d'extraction minière (l'or), à **-16 %** pour les produits de l'agriculture de rente (le coton). Cela fera perdre au Burkina Faso des ressources importantes contribuant ainsi à creuser davantage le déficit public qui se situerait entre **-4,53 %** et **-6,12 %**. Enfin, la flambée des prix agricoles et la hausse du chômage contribueront à réduire de manière drastique le pouvoir d'achat des ménages et ce, pour toutes les catégories socio-professionnelles.

En menant cette recherche les auteurs cherchent, non pas à alarmer, mais à attirer l'attention sur le fait que le phénomène qui nous affecte actuellement est assez grave de conséquences. Après les conséquences sanitaires, un désastre socio-économique pourrait s'en suivre si les autorités n'adoptent pas à temps les mesures adéquates pour redresser l'économie nationale.

Les mesures déjà prises ainsi que les affectations budgétaires laissent penser qu'il s'agit d'une gestion des effets de court terme. Or les effets de long terme seront de loin les plus importants. En guise de premières réflexions, nous pensons qu'il conviendra de **réfléchir sur une stratégie globale, structurante et endogène de relance économique** qui se fondera sur **les capacités internes du pays et sur les besoins effectifs et réels des agents**. Pour cela, il conviendrait d'entreprendre des actions de relance tant du côté de la demande que du côté de l'offre. Ainsi, il faudrait que les autorités Burkinabé fournissent un soutien temporaire et ciblé aux ménages notamment les plus vulnérables. Ensuite, un appui financier pourrait être accordé aux entreprises et aux secteurs (pourvoyeurs d'emploi) réellement en difficultés. Mais au-delà de ces actions ponctuelles qui du reste, sont déjà en application pour certaines d'entre elles, il importe de mettre l'accent sur la restructuration de l'appareil productif du pays pour en faire un système de production dédié essentiellement à la satisfaction de la demande domestique et qui s'alimente principalement de matières premières locales. Notons enfin que ces mesures devraient être implémentées dans un environnement social apaisé.

Auteurs

Pr Idrissa Mohamed OUEDRAOGO

Directeur de l'Ecole Doctorale/Université Aube Nouvelle, Ouagadougou, Burkina Faso ;
Centre de Formation, d'Orientation et de Recherche pour la Gouvernance Economique en
Afrique (FORGE-Afrique)

idriss_mo@yahoo.fr

Dr Somlanare Romuald KINDA

Enseignant chercheur, Université Ouaga2, Ouagadougou, Burkina Faso ;
Centre de Formation, d'Orientation et de Recherche pour la Gouvernance Economique en
Afrique (FORGE-Afrique)

kindaromuald@gmail.com

Dr Patrice Rélouendé ZIDOUEMBA

Enseignant chercheur/Université Nazi Boni, Bobo-Dioulasso, Burkina Faso ;
Centre de Formation, d'Orientation et de Recherche pour la Gouvernance Economique en
Afrique (FORGE-Afrique)

patrice.zidouemba@gmail.com

FORGE-Afrique

FORGE-Afrique est un centre de recherche et de réflexion dédié à la recherche et aux traitements analytiques et théoriques des problèmes et faits économiques nationaux et internationaux. Il se donne pour objectif d'éclairer les prises de décisions dans la formulation et la mise en œuvre des politiques de développement économique et social. En rendant l'information économique pertinente, claire et accessible à tous à travers une analyse objective et citoyenne des événements économiques, FORGE-Afrique vise à susciter des débats contradictoires sur des thématiques d'intérêt avéré et d'actualité. Le centre se veut donc au service des décideurs politiques, des collectivités locales, des organisations de la société civile, des entreprises et des citoyens.

FORGE-Afrique, Siège social : Rue 14.12 (1200 logements) ; 01 BP 1412 Ouagadougou Burkina Faso,
Tel: +226) 25 36 35 20/76893978 ; Site web: www.forgeafrique.com ; Email: forgeafrique@gmail.com
[/ contact@forgeafrique.com](mailto:contact@forgeafrique.com)
